



ARRÊTÉ DU MAIRE AT 57/24

AUTORISANT UNE ANIMATION REPAS DE PÂQUES ANCIEN CAMPING DES AVALATS

Le Maire de la Commune de SAINT-JUÉRY, Conseiller Départemental du Tarn,

VU les articles L 2212.2 et L 2213.2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
VU le code de la Route notamment l'article R 417-10,
VU le Code Pénal notamment les articles R 441-1, R 610-5 et suivants,
VU le Code de l'Environnement notamment les articles L 571-1 à R 571-96,
VU l'arrêté Préfectoral du 25 juillet 2000 et notamment l'article 4,

CONSIDÉRANT la demande d'autorisation de Monsieur Antoine CEREZO Président du Comité des Fêtes des Avalats pour l'organisation d'un repas de Pâques le lundi 1^{er} Avril 2024.

CONSIDÉRANT qu'il est l'intérêt général de permettre et d'encadrer le développement des animations se déroulant sur le domaine public.

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire d'assurer la sécurité de cette animation et de réglementer la circulation et le stationnement.

- ARRÊTÉ -

Article 1 : Le Comité des Fêtes des Avalats est autorisé à organiser le repas de Pâques le **lundi 1^{er} Avril 2024 de 9h00 à 18h00** sur le terrain de l'ancien camping des Avalats.

Article 2 : La circulation et le stationnement seront strictement interdits sur le terrain de l'ancien camping des Avalats le lundi 1^{er} Avril 2024.

Article 3 : La signalisation et la sécurité nécessaires seront mises en place par les organisateurs en relation avec le service communication et les services techniques de la Commune.

Article 4 : L'espace occupé devra être restitué dans l'état de propreté dans lequel il a été trouvé.

Article 5 : Cette manifestation est placée sous l'entière responsabilité des organisateurs qui devront souscrire une assurance couvrant les dommages pouvant être causés aux personnes ou aux biens.

Article 6 : Pour des raisons de sécurité ou d'intempéries, le Maire se réserve le droit d'annuler cette manifestation.

Article 7 : Tout véhicule en stationnement gênant sera susceptible d'être placé en fourrière selon un ordre de réquisition de Monsieur le Maire de Saint-Juéry dans le cadre de ses pouvoirs de Police.

Article 8 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de Saint-Juéry dans le délai de deux mois à compter de sa publication et à défaut devant le Tribunal Administratif de Toulouse.

Article 10 : Le Maire, le Directeur Général des Services, la Police Municipale de Saint-Juéry, le Commissaire divisionnaire, le Directeur Départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à SAINT-JUÉRY, le 8 mars 2024
Le Maire,
David DONNEZ

Publié le :

